

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 22/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAFETY KLEEN

9 RUE LOUIS BLERIOT
57640 Argancy

Références : ARGANCY_SAFETY-KLEEN_2025-07-17_RAPVI_TA_01731
Code AIOT : 0006209266

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement SAFETY KLEEN implanté 9 RUE LOUIS BLERIOT 57640 Argancy. L'inspection a été annoncée le 28/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du suivi des échéances de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2025-23 du 16 janvier 2025 mettant en demeure l'exploitant de se conformer à certaines dispositions de son arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2018 concernant ses installations exploitées sur la commune d'Argancy.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFETY KLEEN
- 9 RUE LOUIS BLERiot 57640 Argancy
- Code AIOT : 0006209266
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAFETY KLEEN exerce à Argancy une activité de location de machines de nettoyage de pièces mécaniques avec produit de nettoyage fourni et reprise et évacuation des produits usagés. Les produits de nettoyage utilisés sont principalement des produits lessiviels, des solvants et des diluants de peinture.

Cette activité est notamment encadrée par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-DCAT-BEPE-40 du 20 février 2018 ;
- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 20/02/2018, article 2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Gestion des eaux pluviales	AP Complémentaire du 20/02/2018, article 5.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Réseaux de collecte	AP Complémentaire du 20/02/2018, article 5.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des justificatifs sont demandés par l'inspection des installations classées (l'inspection) à l'exploitant concernant le point de contrôle n°1 (situation administrative).

La mise en demeure est maintenue pour le point de contrôle n°2 dans l'attente des résultats de nouvelles analyses des rejets d'eaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2018, article 2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2025 			
Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral complémentaire du 20/02/2018 :</u> Article 2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
Rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime	Capacité
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses	A	42 t dont Solvants usagés : 28t Diluants usagés : 4 t Lessiviels usagés : 10 t

	<p>d a n g e r e u s e s m e n t i o n n é e s à l' a r t i c l e R.511-10 d u c o d e d e l' e n v i r o n n e m e n t, à l' e x c l u s i o n d e s i n s t a l l a t i o n s v i s é e s a u x r u b r i q u e s 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 e t 2793. L a q u a n t i t é d e d é c h e t s s u s c e p t i b l e s d' ê t r e p r é s e n t e d a n s l' i n s t a l l a t i o n é t a n t : 1. S u p é r i e u r e o u é g a l e à 1 t.</p>		
--	--	--	--

Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9:La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

Suite à la visite du 24 octobre 2024, l'inspection avait demandé à l'exploitant de :

- corriger son état des stocks afin de faire apparaître clairement les quantités (en kg ou tonnes) des substances, déchets et mélanges présents sur l'installation et de lui transmettre l'état des stocks corrigé au 30 novembre 2024 ;
- lui préciser les quantités maximales (en kg ou tonnes) des substances, déchets et mélanges susceptibles d'être présents sur l'installation, et le positionnement connexe de son activité au titre des rubriques 1XXX et 4XXX de la nomenclature ICPE.

Ces éléments n'ont pas été transmis comme demandé ni présentés lors de la visite du 17 juin 2025.

Suite à la visite du 17 juin 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection, le 2 juillet 2025, l'inventaire des déchets présents sur site de janvier à juin 2025 en litres et tonnes : l'inspection constate que les seuils de l'arrêté préfectoral concernant les déchets (rubriques 2718 et 3550) sont respectés.

Ni les éléments relatifs aux quantités maximales (en kg ou tonnes) des substances et mélanges autres que les déchets susceptibles d'être présents sur l'installation, ni le positionnement connexe de l'activité du site au titre des rubriques de la nomenclature ICPE n'ont quant à eux été transmis (rubriques 1XXX et 4XXX) : la situation administrative de l'établissement ne peut toujours pas être validée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à nouveau à l'exploitant de lui transmettre les justificatifs suivants, sous 2 semaines à compter de la date du présent rapport :

- les quantités maximales (en kg ou tonnes) des substances et mélanges autres que les déchets susceptibles d'être présents dans l'installation ;

- le positionnement de son activité au titre des rubriques 1XXX et 4XXX de la nomenclature ICPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2018, article 5.2													
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets d'eau													
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2025 													
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le réseau communal des eaux pluviales, les valeurs limites en concentration suivantes pour les eaux pluviales du site :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Concentration maximale sur prélèvement 24h (mg/l)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>pH</td><td>5,5 -8,5</td></tr> <tr> <td>Température</td><td>< 30° C</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>5</td></tr> <tr> <td>MES</td><td>100</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>300</td></tr> </tbody> </table> <p>Une mesure de la concentration des polluants est effectuée conformément aux normes en vigueur une fois par an.</p>		Paramètres	Concentration maximale sur prélèvement 24h (mg/l)	pH	5,5 -8,5	Température	< 30° C	Hydrocarbures totaux	5	MES	100	DCO	300
Paramètres	Concentration maximale sur prélèvement 24h (mg/l)												
pH	5,5 -8,5												
Température	< 30° C												
Hydrocarbures totaux	5												
MES	100												
DCO	300												
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection du 24 octobre 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas procéder au contrôle des rejets d'eau depuis 2020 : cette non-conformité a fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral du 16/01/2025.</p>													

en demeure par arrêté préfectoral du 16/01/2025.

L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 02/06/2025, le rapport d'analyse des eaux résiduaires RM240975A_SFK_ARG_2024_V1 relatif au prélèvement réalisé le 29 novembre 2024 au droit du débourbeur déshuileur du site.

D'après ce rapport, les valeurs limites ne sont pas respectées pour :

- les hydrocarbures totaux : 22 mg/l (valeur seuil à 5 mg/l);
- les matières en suspension (MES) : 610 mg/l (valeur seuil à 100 mg/l);
- la demande chimique en oxygène (DCO) : 1 220 mg/l (valeur seuil à 300 mg/l);
- la demande biologique en oxygène pendant 5 jours (DBO5) : 440 mg/l (valeur seuil à 100 mg/l).

A la suite de ces analyses, l'exploitant a mandaté un nettoyage complet des réseaux, des bacs à solvants et lessiviels usagés ainsi que du séparateur à hydrocarbures, réalisé le 12 juin 2025. Le compte-rendu de cette intervention a été transmis à l'inspection le jour de la visite (rapport d'intervention n°20610740.1.1).

Un nouveau contrôle des effluents a été réalisé le 19 juin 2025 : l'exploitant a transmis le nouveau rapport d'analyses le 17/07/2025 (RM240975C_SFK_ARG_2025_V1).

Ce dernier indique :

- le retour à la conformité pour les paramètres DCO et DBO5 ;
- le dépassement des valeurs limites pour les hydrocarbures totaux (120 mg/l) et les MES (140 mg/l).

L'exploitant a déclaré à l'inspection que la vanne de fermeture du réseau de collecte des eaux résiduaires au niveau de la rétention de stockage des déchets dangereux était restée en position ouverte à la suite d'une opération de nettoyage des réseaux. La rétention n'était donc plus effective, ce qui pourrait être à l'origine des dépassements des valeurs limites de rejets.

L'inspection a constaté sur site que la vanne avait été refermée.

La prescription contrôlée n'est pas conforme et ne permet pas de lever la mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de l'action de l'exploitant (nettoyage des réseaux et analyses réalisées) et de ses explications, l'inspection ne propose pas de sanctions administratives à ce stade.

L'inspection demande à l'exploitant de justifier le retour à la conformité pour les valeurs limites d'émission des paramètres "hydrocarbures totaux" et "MES", sous 1 mois : il est proposé de maintenir la mise en demeure dans cette attente.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Réseaux de collecte

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2018, article 5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien du séparateur et confinement des eaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 15/12/2025

Prescription contrôlée :

[...]

Un dispositif permettant d'obturer et de confiner les eaux susceptibles d'être polluées notamment lors d'un déversement accidentel, et les eaux d'incendie est installé en sortie de site. Ce dispositif est accessible en permanence et fait l'objet de vérifications périodiques. [...]

Constats :

Lors de la visite du 24 octobre 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection:

- vérifier annuellement le bon fonctionnement de la vanne de confinement des eaux susceptibles d'être polluées, lors d'exercices de déversement accidentel ;
- établir des comptes-rendus de ces exercices, sans être en mesure de les présenter lors de la visite.

Aucun justificatif n'a été transmis post-inspection ni présenté lors de la visite du 17 juin 2025.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis par mail du 2 juillet 2025 le compte-rendu du test de la vanne de confinement réalisé le 25 juin 2025.

L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite